

Pour une ville plus inclusive

par Jessica Meyer

Cette note a été rédigée dans le cadre d'un exercice pédagogique du M2 Économie Sociale et Solidaire et Innovation Sociale, en lien avec la République de l'ESS. Les étudiant·es sont invité·es à imaginer une proposition dont l'ESS pourrait se saisir pour répondre à des besoins ou des aspirations de la société.

Enjeux d'actualité

En 1945, Le Corbusier inventait un nouveau système de mesure architecturale : le Modulor. Le système, basé sur la taille et les proportions de l'homme, se veut universel et applicable à l'architecture, que ce soit pour la création de bâtiments ou les choses mécaniques.

MAIS, ce système est la preuve même d'un **impensé dans la ville**. On pense l'espace public comme un endroit neutre où places, rues, espaces sportifs, seraient appropriables par tous et toutes. En réalité, cette silhouette exclut femmes, personnes âgées, enfants, personnes en situation de handicap... car les mesures sont les suivantes : la taille de l'homme est de 1,83 m, le bras levé il mesure 2,26m et des pieds au nombril 1,13m.

La ville telle qu'on la connaît aujourd'hui, au-delà des proportions, n'est pas (assez) inclusive. Voici quelques données et chiffres qui démontrent cette malheureuse réalité :

- 12 millions de françaises et français souffrent d'un handicap.
- $\frac{3}{4}$ des accompagnements de personnes âgées ou d'enfants sont réalisés par des femmes.
- 65% des femmes éprouvent un sentiment d'insécurité dans les rues de Paris.
- 84% des maires sont des hommes.
- Les femmes, personnes en situation de handicap, personnes obèses, lesbiennes, femmes portant le voile... sont moins voire pas représentées dans les collectivités territoriales.
- Les enfants et jeunes ne bénéficient pas équitablement des dépenses publiques pour les équipements de loisir, qui sont deux fois plus utilisés par les garçons que par les filles.
- 2% des noms de rue sont féminins.
- Sur les 302 stations de métro parisienne, seules 7 sont des noms de personnalités féminines (dont quelques stations n'existent pas encore et seront ouvertes en 2021).
- 15% des français·es sont en surpoids (obésité), pourtant on n'en parle pas, on ne l'étudie pas, on ne les voit pas.

Ce que font ressortir nombre d'études, ouvrages, rapports... c'est que la ville n'est pas pensée pour les personnes avec enfant(s) ou accompagnant des personnes âgées, elle n'est pas faite pour les personnes en situation de handicap.

Bien sûr, les choses évoluent, des lois ont été votées et on ne peut pas mettre tout le monde dans le même panier. Mais il reste marquant et très actuel que de nombreuses minorités ne sont pas suffisamment considérées dès lors qu'on parle d'urbanisme. Et certains choix sont politiques : pour Lauren Bastide (journaliste, essayiste féministe, autrice d'ouvrages et productrice de podcasts) et Elisa Rojas (avocate en situation de handicap, fondatrice du [Collectif Lutte et handicap pour l'égalité et l'émancipation](#)), en France depuis les années 1970, c'est une politique d'institutionnalisation qui est mise en place : au lieu de rendre les écoles accessibles aux personnes en situation de handicap, on en crée à la marge. On peut donner un autre exemple de choix politique : celui des personnes à la rue. Au lieu de s'occuper du problème de l'augmentation du nombre de personnes sans domicile dans les centres-villes, on installe du mobilier anti-SDF pour les repousser toujours plus loin et invisibiliser ce problème.

Objectifs de la proposition

- Des villes plus accueillantes, que l'on peut traverser sans craintes, et où on peut flâner que l'on soit garçon ou fille
- Des espaces publics utilisables par tous et toutes
- Des espaces accessibles
- Des transports accessibles
- Des lieux accessibles
- La visibilité des minorités

L'ESS expérimente déjà :

[L'association Genre et Ville et le collectif MonumentalEs : pour des territoires égalitaires et inclusifs](#)

Fondée en 2012, l'association Genre et Ville est composée d'urbanistes, de sociologues, d'architectes, d'artistes, dont l'objet est de rendre les territoires égalitaires et inclusifs. Elle agit par le biais de l'urbanisme, de l'aménagement urbain, l'organisation sociale et cherche à transformer les territoires par le prisme du genre de manière inter-sectionnelle, en incluant toutes les normes d'âges, de genre, d'origine sociale, culturelle, éthique, d'identité, d'orientation sexuelle.

Cette association fait partie du collectif Les MonumentalEs, qui a participé en 2018 au projet **Réinventons nos places**, porté par la Ville de Paris, pour la place du Panthéon. L'aménagement de la place du Panthéon s'inscrit dans le contexte particulier de l'entrée au Panthéon de Simone Veil.

L'objectif de ce projet Réinventons nos places est de piétonniser les places et inciter les déplacements doux. S'ajoute à cela l'impératif d'interroger la place sous le prisme du genre et d'introduire des préconisations facilitant l'inclusivité. Ainsi, la place a été transformée et rendue plus paisible, plus calme, plus propice à la flânerie, grâce notamment à la suppression des places de stationnements autour. Des espaces de détente ont été pensés : lieu de pause, de détente, de travail. Des bancs doubles ont été installés afin d'améliorer le confort des usagers et usagères et notamment des personnes âgées. Enfin, le mouvement a décidé de « convoquer les invisibles » : un travail mémoriel sur la place des femmes en général et dans l'espace public en particulier a été engagé. Elles ont cherché à dépasser la dualité femme-homme en réveillant le matrimoine qui constitue l'histoire des espaces. Sur les bancs ont été inscrits les noms de nombreuses femmes de l'histoire.

ESS 2024 : le rôle de l'ESS pour les JOP 2024

Paris accueillera en 2024 les JOP. Et les acteurs de l'ESS ont sauté sur l'occasion : une convention a été signée entre le comité d'organisation de Paris 2024, la **Société de Livraison des Ouvrages Olympiques (SOLIDEO)**, **Les Canaux et le Yunus Centre**, qui s'est traduite par la création d'une plateforme solidaire : « ESS 2024 ». Cette dernière permettra aux entreprises de l'ESS qui le souhaitent de candidater à des appels à projets, d'être référencées et peut être participer à la réussite des JOP 2024.

La convention comporte aussi des objectifs précis et chiffrés : 10 % des heures travaillées dans le cadre des opérations de construction, équipement et maintenance seront effectuées par des personnes en insertion professionnelle et 25 % du montant des marchés de construction des Jeux Olympiques et Paralympiques sera fléché vers des TPE / PME locales et structures de l'Économie Sociale et Solidaire. Qui plus est, des travaux vont être conduits au sein de la Ville de Paris dans ce contexte des JOP pour rendre la ville plus inclusive et accessible aux personnes en situation de handicap.

Le projet Mobili'ty par l'Entreprise 56, une des 25 entreprises adaptées de l'association APF France Handicap

Le déplacement représente un obstacle quotidien pour se rendre sur son lieu de travail pour un grand nombre d'individus. Une loi de 2005 prévoyait que les lieux et transports publics soient accessibles aux quelques 12 millions de personnes souffrant d'un handicap, mais il y a eu un manque de réponses sur ce projet.

L'association **APF France Handicap**, association nationale qui représente des personnes en situation de handicap moteur et qui gère plusieurs établissements médicosociaux et entreprises adaptées, est à l'origine de plusieurs initiatives innovantes, telle que **APF Entreprise 56** : elle a développé un service de transport adapté, **Mobili'ty**. Ce projet consiste en la mise à disposition de véhicules à des personnes en situation de handicap pour pallier le manque d'accessibilité des transports en commun pour les personnes à mobilité réduite.

Contenu de la proposition :

L'ESS, par son maillage territorial fort et son ancrage local, est plus que bien placée pour répondre aux problématiques d'inclusivité. Il faudrait donc pousser plus loin le travail des structures existantes, mais aussi, par exemple, utiliser l'outil de la commande publique ou des budgets genrés pour mesurer concrètement leur impact.

- Pousser plus loin la dynamique impulsée par Les MonumentalEs et le projet « Réinventons nos places » pour que ces mouvements prennent plus d'ampleur et pas seulement à Paris. Les collectivités pourraient se lancer dans des chantiers et demander l'expertise des collectifs et associations existantes.
- Pérenniser les actions engendrées autour des JOP2024 et en répliquer les idées : conventions, plateforme ESS2024, chantiers pour rendre la ville plus accessible... Les JOP sont l'occasion de mettre en lumière l'ESS, qui doit en profiter pour montrer qu'elle peut s'insérer dans des événements de cette ampleur et qu'elle n'est pas juste une économie locale, restreinte.

- Une commande publique responsable : la commande publique est un outil des politiques publiques des collectivités. Elle est passée dans l'intérêt général, c'est-à-dire pour satisfaire les besoins de la collectivité. Elle prend toujours la forme d'un appel d'offres. Qu'il s'agisse de marchés de travaux, de gestion des déchets, de prestation intellectuelle ou d'équipement, les collectivités disposent de nombreux leviers pour une commande publique responsable qui participe du développement des structures de l'ESS de leur territoire. C'est un outil qui leur permet d'apprendre à mieux connaître le réseau de l'ESS. Les **CRESS** jouent un rôle essentiel puisqu'elles organisent des rencontres et des conventions d'affaires. En Ile-de-France, l'outil « **Le cahier des solutions solidaires** » est en train de se développer : par thématiques, on recense des organisations de l'ESS qui peuvent répondre à des problématiques rencontrées par les territoires. C'est un outil à valoriser et développer davantage, qui peut intégrer des sujets liants mobilité, accessibilité, inclusion, changement de paradigme dans la ville.
- Les collectivités disposent d'autres outils, tels que la réservation des marchés aux structures de l'ESS qui emploient des personnes en situation de handicap ou en situation de fragilité.
- Yves Raibaud, géographe du genre, proposait à la veille des municipales de 2014 de mettre en place des budgets genrés, c'est-à-dire d'analyser les budgets des politiques publiques selon les thématiques du genre pour se rapprocher d'une égalité femmes-hommes. Il s'agit donc de mettre des dispositifs d'observation et d'évaluation des politiques publiques sous l'angle du genre, et les réserver à des structures associatives par exemple.

Freins à lever :

L'ESS n'est pas sans fautes : c'est un univers qui cherche à faire mieux mais qui reste marqué par les inégalités. La place des femmes par exemple est encore sujet à débat puisque si les femmes représentent une majorité des personnes travaillant dans l'ESS, elles sont encore très peu nombreuses à la tête des structures. Elles restent encore dans des postes invisibles. Il y a donc un gros travail de remise en question auquel l'ESS doit aussi s'atteler : casser les préjugés changer de regard, réapprendre.

Un coût élevé : certaines infrastructures sont extrêmement vieillissantes, le métro de Paris par exemple. Rénover ces espaces coûterait extrêmement cher.

L'ESS ne doit pas travailler seule : il faut renforcer les liens avec les structures dites classiques, créer des synergies avec d'autres acteurs, pousser plus loin encore la coopération. Le plaidoyer de la République de l'ESS serait peut-être l'occasion de porter plus haut et plus fort la voix de l'ESS et ainsi en faire une référence à tous les échelons. Il faut que l'ESS sorte réellement du simple secteur de l'économie et entre dans la vie politique, dans la démocratie, en tant que ligne de conduite.

Sources

Bastide Lauren, Présentes – villes, média et politique, quelle place pour les femmes ?, Allary Éditions, septembre 2020

Tuailon Victoire, « Les couilles sur la table », 2019, Binge audio

Baumann Pauline, « Genre et espaces publics, des villes pour toutes et tous », Pour la solidarité, European think & do thank, RSE & Diversité, Janvier 2019, en ligne : <https://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/na-2019-genre-espaces-publics.pdf>

Raibaud Yves, Une ville faite pour les garçons, CNRS, en ligne : <https://lejournal.cnrs.fr/billets/une-ville-faite-pour-les-garcons>

« Les Monumentales » Panthéon – Projet Mémoirel – Women's Memory Project, Genre et Ville, en ligne : <http://www.genre-et-ville.org/les-monumentales-pantheon-projet-memoriel-womens-memory-project/>

Collectif etc, Les Monumentales – Place du Panthéon, en ligne : <http://www.collectifetc.com/realisation/les-monumentales-place-du-pantheon/>

ESS 2024, 3 questions à Pierre Radaban, adjoint à la Maire de Paris en charge du sport et des jeux olympiques et paralympiques, 4/12/2020, en ligne : <https://ess2024.org/2020/12/04/3-questions-a-pierre-rabadan-adjoint-a-la-maire-de-paris-en-charge-du-sport-et-des-jeux-olympiques-et-paralympiques/>

APES, Vers une commande publique responsable, en ligne : http://apes-hdf.org/_docs/Fichier/2020/17-200618020605.pdf

CRESS AURA, ESS et Handicap ; enjeux et opportunités, mars 2014, en ligne : http://www.cress-aura.org/sites/default/files/cress_note_handicap_v1.pdf

Vous êtes bien urbain (podcast), « Vers une ville inclusive, en ligne : <https://podcast.ausha.co/vous-etes-bien-urbain/genre-et-amenagement-de-la-ville>